

UDOGEC du Morbihan

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/08/2025 12			Exercice N-1 31/08/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	25 318	18 036	7 281	505	6 777	NS
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	1 598	1 598				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	117 259	86 829	30 429	27 842	2 587	9.29
	Immobilisations corporelles en cours				2 730	2 730	100.00
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	200 327		200 327	199 377	950	0.48
	Prêts	341 141	300 850	40 291	35 291	5 000	14.17
	Autres						
	Total I	685 642	407 314	278 328	265 744	12 584	4.74
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	97 849	2 267	95 582	53 841	41 742	77.53
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	47 878	509	47 369	45 066	2 303	5.11
	Valeurs mobilières de placement	1 479 955		1 479 955	1 407 555	72 400	5.14
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	144 330		144 330	287 382	143 052	49.78
	Charges constatées d'avance (2)	7 703		7 703	20 248	12 545	61.96
	Total II	1 777 714	2 775	1 774 939	1 814 092	39 154	2.16
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 463 356	410 089	2 053 267	2 079 837	26 570	1.28

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/08/2025 12		Exercice N-1 31/08/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	4 794		4 794			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles	164 470		164 470			
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	510 528		479 241		31 286	6.53
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	3 676		31 286		27 611	88.25
	Situation nette (sous total)	683 468		679 792		3 676	0.54
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
PROVISIONS	Total I	683 468		679 792		3 676	0.54
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés	1 037 523		1 172 897		135 374	11.54
	Total II	1 037 523		1 172 897		135 374	11.54
	Provisions pour risques	10 590				10 590	
	Provisions pour charges	77 277		88 076		10 799	12.26
	Total III	87 867		88 076		209	0.24
DETTES (1)							
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses	136 158		40 300		95 858	237.86
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	18 311		31 064		12 753	41.05
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	84 881		67 668		17 213	25.44
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	5 059		40		5 019	NS
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance						
	Total IV	244 409		139 072		105 338	75.74
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 053 267		2 079 837		26 570	1.28

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

244 409139 072

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/08/2025	12	31/08/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	308 127		302 101		6 026	1.99
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service						
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	36 883		33 565		3 318	9.88
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières	906 567		925 522		18 955	2.05
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	28 822		18 638		10 184	54.64
Utilisations des fonds dédiés	185 824				185 824	
Autres produits	580 824		555 373		25 451	4.58
Total I	2 047 046		1 835 198		211 848	11.54
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	293 549		284 615		8 934	3.14
Aides financières	1 064 172		915 363		148 809	16.26
Impôts, taxes et versements assimilés	24 500		24 116		384	1.59
Salaires et traitements	461 133		437 076		24 057	5.50
Charges sociales	181 873		168 288		13 585	8.07
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	15 070		15 904		834	5.24
Dotations aux provisions	11 940		7 651		4 290	56.07
Reports en fonds dédiés	50 450		52 325		1 875	3.58
Autres charges	2		8		6	71.72
Total II	2 102 689		1 905 346		197 343	10.36
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	55 643		70 148		14 505	20.68

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/08/2025	12	31/08/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	53 017		55 088		2 071	3.76
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	62 275		52 479		9 796	18.67
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	115 292		107 567		7 725	7.18
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	50 000				50 000	
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV	50 000				50 000	
2. Résultat financier (III-IV)	65 292		107 567		42 275	39.30
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	9 650		37 419		27 769	74.21
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion			479		479	100.00
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V			479		479	100.00
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion			20		20	100.00
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI			20		20	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			459		459	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	5 974		6 591		618	9.37
Total des produits (I+III+V)	2 162 339		1 943 244		219 095	11.27
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 158 663		1 911 958		246 705	12.90
5. EXCEDENT OU DEFICIT	3 676		31 286		27 611	88.25

UDOGEC du Morbihan

ANNEXE
aux comptes annuels de l'exercice

1 - PRINCIPES & METHODES COMPTABLES

1.1 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/08/2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif). La nomenclature comptable est celle recommandée par la FNOGEC (Fédération Nationale des Organismes de Gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2 - INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

2.1 - ELEMENTS D'ACTIF - REGLES ET METHODES D'EVALUATION

A - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Il a été fait application des dispositions particulières résultant du règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes des associations et fondations et des règlements CRC n°2002-10 et 2004-06 relatifs aux actifs, à leur amortissement et à leur dépréciation.

La première application de ces règlements comptables a conduit à :

- revoir la durée d'amortissement des ensembles immobiliers possédés par l'entité après avoir décomposé la valeur de chaque ensemble
- pratiquer la méthode prospective

Pour la catégorie des immobilisations corporelles, les principales méthodes utilisées ont été les suivantes :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements ont été pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de leur durée normale d'utilisation :

:

IMMOBILISATIONS	DUREE	METHODE
Logiciels	De 1 ans à 3 ans	Linéaire
Constructions	15 ans à 20 ans	Linéaire
Installations générales, agencements constructions	De 10 ans à 15 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage industriel	De 3 ans à 8 ans	Linéaire
Installations générales, agencements divers	De 10 ans à 15 ans	Linéaire
Matériel de transport	De 3 ans à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	De 3 ans à 5 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire

Les montants des immobilisations et amortissements par catégorie sont donnés dans les tableaux ci-après.

B - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les montants des immobilisations financières par catégorie sont donnés dans les tableaux ci-après.

C - CREANCES USAGERS

a - Créances Usagers

L'ensemble des créances apparaissant au bilan ont une échéance inférieure à un an.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances des adhérents est pratiquée nominativement en fonction du risque encouru.

b - Usagers - Produits non encore facturés

Les prestations de services partiellement exécutées à la clôture de l'exercice et n'ayant pas encore donné lieu à facturation sont comptabilisées à l'actif en fonction de leur état d'avancement.

D - AUTRES CREANCES

Produits à recevoir :

Ce poste est constitué des éléments suivants :

* Compte 401 - Fournisseurs : 140 €

Fournisseurs ASREC (logiciel AGATE) - Avoir à recevoir

* Compte 4098 - Fournisseurs avoir à obtenir : 275 €

Avoir à recevoir OMR (Fournisseurs informatique)

* Compte 42871 - Indemnités journalières à recevoir : 485 €

Indemnités journalières à recevoir sur arrêt maladie

* Compte 4516 - Autres à refacturer : 390 €

Matériel à refacturer aux établissements

* Compte 4517 - UROGEC : 7 613 €

Remboursement de frais à recevoir de l'UROGEC

* Compte 4687 - Divers produits à recevoir : 38 975 €

Ristourne Mutuelle Saint Christophe, remboursement FNOGEC (déplacement et service civique),

Indemnités prévoyance à recevoir.

Charges constatées d'avance :

Ce poste est constitué des éléments suivants :

MSC ASS TRANSP 09/25 A 05/26	2 231 €
CEGID RELAT BQ 09 A 12/2025	366 €
LAMY SOC PRAT 09/25 A 06/26	379 €
MSC ASS ARCHIVES 09/25 A 07/26	69 €
MUTUALEASE ZEENDOC 09/25	479 €
KONICA IMPR 09/2025	863 €
ESSENTIEL CCA 09/25 A 05/26	324 €
RF SOCIAL 10/25 A 09/26	391 €
KELIO ASS 09/25 A 06/26	362 €
MSC RESP CIVILE PRO 25/26	734 €
SNCF CARTE AVANT YLG 25/26	49 €
FNOGEC NOMENCLATURE CPTA	228 €
CCA TICKETS REST. 08/25	252 €
OMR RED INFO 01 AU 15/09/2025	251 €
OMR INFORGERANCE CCA	725 €

7 703 €

2.2 - TABLEAU DE MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Acquisitions et apports	Cessions et mises en service	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
INCORPORELLES	Concessions, brevets TOTAL I	17 464	7 854			25 318
	Autres immobilisations incorporelles TOTAL II					
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui	1 598			1 598
		Installations générales, agencements				
		Aménagement des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillages liés à l'activité					
	Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. agencement, aménagements divers				
		Matériel de transport				
		Matériel bureau et informatique	104 746	13 850	4 067	117 259
	Immobilisations corporelles en cours		2 730		-2 730	
	Avances et acomptes					
	TOTAL III		109 074	13 850	4 067	118 857
FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés		199 377	950		200 327
	Prêts et autres immobilisations financières		347 691	75 000	81 550	341 141
	TOTAL IV		547 068	75 950	81 550	541 468
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		673 605	97 654	85 617		685 642

2.3 - TABLEAU DE MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements en début d'exercice	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions : amortis. afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
INCORPORELLES	Concessions, brevets TOTAL I	16 959	1 077			18 036
	Autres immobilisations incorporelles TOTAL II					
CORPORELLES	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui	1 598			1 598
		Installations générales, agencements				
		Aménagement des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillages liés à l'activité					
	Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. agencement, aménagements divers				
		Matériel de transport				
		Matériel bureau et informatique	76 904	13 993	4 067	86 829
		Mobilier				
	TOTAL III		78 502	13 993	4 067	88 428
	TOTAL GENERAL (I + II + III)		95 461	15 070	4 067	106 464

3 - INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF DU BILAN

3.1 - ELEMENTS DE PASSIF - REGLES ET METHODES D'EVALUATION

A - PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges et les provisions pour dépréciation ont été déterminées selon les modalités de constitution et d'évaluation prescrites par la réglementation comptable.

Le montant des provisions par catégorie est donné dans le tableau ci après.

Provision pour risques

La provision pour risques correspond à une provision pour contentieux social suite au licenciement d'un salarié.

Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits qui sont acquis par les salariés de l'UDOGEC au titre des indemnités de départ à la retraite, tient compte d'une probabilité de présence de 100 % dans l'Etablissement à l'âge de la retraite. Il s'élève à 77 277 €.

Le montant des engagements en matière de retraite a été calculé selon la Convention Collective EPNL applicable au 01/09/2024.

Le taux suivants ont été mis à jour :

- Taux d'actualisation : 3,70 % contre 3,61 % précédemment

Ce montant a été provisionné :

Montant de la dotation pour cet exercice : 260 €.

Montant de la reprise pour cet exercice : 11 059 €.

B - FONDS DEDIES

Le montant des Fonds dédiés par catégorie est donné dans le tableau ci-dessous :

	Valeur début d'exercice	Fonds reçus	Fonds affectés	Valeur fin d'exercice
Fonds "MURIO"	1 052 102	906 567	986 113	972 557
Fonds "Solidarité - Aide à l'Investissement"	81 849	50 450	100 000	32 299
Fonds "Solidarité - Autres"	38 946		6 278	32 668
Total	1 172 897	957 017	1 092 391	1 037 523

C - EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS

Ce poste est constitué des éléments suivants :

- Compte 4513 - Caisse de solidarité FSAI (100 000 €) :

Somme à reverser à un établissement scolaire.

- Compte 4515 - Caisse de solidarité "Autres" (740 €) :

Somme à reverser à un établissement scolaire.

- Compte 45431 - MIJEC (35 418 €) :

Cotisations à la MIJEC appelées par l'UDOGEC et non encore reversées aux établissements.

D - ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

L'ensemble des dettes apparaissant au bilan dans la rubrique "Autres Dettes" à une échéance inférieure à un an.

E - COMPTE DE REGULARISATION

Charges à payer :

Ce poste est constitué des éléments suivants :

0 €

Produits constatés d'avance :

Ce poste est constitué des éléments suivants :

Total

0 €

3.2 - TABLEAU DES MOUVEMENTS DES RESERVES & PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Virment poste à poste	Montant à la fin de l'exercice
RESERVES	Réserve indisponible					0
	Réserve statutaire					0
	Réserve d'investissement					0
	Réserve de Trésorerie					0
	Autres réserves	164 470				164 470
	TOTAL RESERVES	164 470	0	0	0	164 470
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour litiges					0
	Provisions pour amendes et pénalités					0
	Provisions pour grosses réparations					0
	Autres provisions pour risques	0	10 590			10 590
	Autres provisions pour charges	88 076	260	11 059		77 277
	TOTAL	88 076	10 850	11 059	0	87 867
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	Sur immobilisations	• Incorporelles				0
		• Corporelles				0
		• Financières	312 400	50 000	61 550	300 850
	Sur stocks et en cours					0
	Sur comptes usagers		1 177	1 090		2 267
	Sur autres créances		509			509
	Autres provisions pour dépréciation		725	725		0
	TOTAL		314 810	51 090	62 275	303 625
DOTATIONS ET REPRISES	Charges et produits d'exploitation			11 940	11 059	
	Charges et produits financiers			50 000	62 275	
	Charges et produits exceptionnels					

Commentaires :

renvoi (1)

renvoi (2)

renvoi (3)

[illegible]

**4 - INFORMATIONS RELATIVES AU
COMPTE DE FONCTIONNEMENT**

4.1 - RESSOURCES A RETENIR POUR LA DETERMINATION DU SEUIL DE 230 000 €

Le décret relatif à l'établissement, à la certification et à la publicité des comptes des organisations syndicales prévoit que les organisations syndicales dont le montant de ressources annuelles est supérieur à 230 000 € sont tenues de nommer un commissaire aux comptes.

Pour cet exercice, les ressources déclenchant le seuil de 230 000 € sont les mentionnées dans le tableau ci-dessous :

<i>Ressources de l'année</i>		
<i>Cotisations reçues</i>	+	308 127
<i>- Reversement de cotisations</i>	-	-71 363
<i>Produits des activités annexes</i>	+	0
<i>Autres produits de gestion courante</i>	+	1 487 391
<i>Produits financiers</i>	+	53 017
<i>Total des ressources</i>		<i>1 777 172</i>

4.2 - ELEMENTS EXCEPTIONNELS

421 - Charges exceptionnelles

Néant

422 - Produits exceptionnels

Néant

4.3 - AUTRES INFORMATIONS

431 - Rémunération des cadres dirigeants :

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Secrétaire Général, le Président et le Trésorier. Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat)

432 - Honoraires du Commissaire aux Comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat s'élèvent à 2 393 euros ttc. Les honoraires au titre des services autres que la certification des comptes sont nuls.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

UDOGEC du MORBIHAN
Campus du Vincin
3 allée des fougères
56110 ARRADON

Exercice clos le 31/08/2025

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1. – Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDOGEC du MORBIHAN relatifs à l'exercice clos le 31/08/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association UDOGEC du MORBIHAN à la fin de cet exercice.

2. – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/09/2024 à la date d'émission de notre rapport.

3.- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. - Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5. - Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Nous n'avons aucune information particulière à communiquer.

6. - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

7. - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce

qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ARRADON, le 12 janvier 2026

Le Commissaire aux comptes

INGENIUM Audit



Philippe CHAMAILLARD